

Des millions de personnes forcées de choisir entre la faim ou le Covid-19

[cadtm.org/spip.php](https://www.cadtm.org/spip.php)



www.cadtm.org/Des-millions-de-personnes-forcees-de-choisir-entre-la-faim-ou-le-Covid-19



Des millions de personnes forcées de choisir entre la faim ou le Covid-19

par **GRAIN**

À la veille du 1^{er} mai 2020, en pleine pandémie de coronavirus, l'Organisation internationale du Travail (OIT) a publié des statistiques qui font froid dans le dos. Environ 1,6 milliard de travailleurs du secteur informel se retrouvent dans une situation désastreuse du fait des mesures de confinement imposées par les gouvernements pour bloquer la propagation du virus. Selon l'OIT, quelque 60 % des travailleurs dans monde sont employés dans l'économie informelle, sans contrat, dispositif de protection ou épargne [1]. Selon le pays, les femmes représentent une part plus ou moins importante de la main-d'œuvre informelle, mais dans tous les cas, elles sont moins bien payées que les hommes [2].



Maintenant, à cause des quarantaines et des confinements, des arrêts et des couvre-feux, il n'y a pas de travail. Sans travail, pas de revenus. Et sans revenus, pas de nourriture. Sans sources de revenus alternatives, a averti l'OIT, « ces travailleurs et leurs familles n'auront aucun moyen de survivre » [3].

Si les travailleurs du secteur informel ne sont pas en mesure de se nourrir eux-mêmes, ils ne peuvent pas non plus continuer à nourrir des millions, voire des milliards d'autres gens. Dans la plupart des pays du monde, c'est le travail informel qui maintient le fonctionnement des systèmes alimentaires : il représente 94 % de la main-d'œuvre agricole dans le monde et une grande partie de la main-d'œuvre dans le commerce, la vente au détail, la préparation et la livraison des aliments dans de nombreuses régions du monde [4].

La crise du coronavirus a mis en évidence notre dépendance par rapport à des systèmes de santé et d'alimentation qui fonctionnent bien, mais aussi les injustices flagrantes infligées à ceux qui travaillent dans ces secteurs essentiels en temps « normal » : bas salaires, pas d'accès aux soins de santé, pas de services de garde d'enfants, aucune protection de la sécurité au travail, souvent aucun statut juridique et aucune représentation dans la négociation des conditions de travail. Cela est vrai aussi bien dans le secteur formel que dans le secteur informel du système alimentaire mondial. En effet,

il existe un énorme contraste entre la richesse au sommet des plus grandes entreprises alimentaires et le sort de leurs travailleurs de première ligne. Nestlé, par exemple, numéro un mondial de l'alimentation, a octroyé à ses actionnaires 8 milliards de dollars de dividendes fin avril 2020, un montant qui dépasse le budget annuel du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies [5].

La seule question qui importe maintenant est de savoir comment garantir à tous l'accès à la nourriture tout en garantissant la sécurité et la santé des populations à chaque étape, de la ferme au consommateur. Malheureusement, ce n'est pas la priorité qui a orienté les systèmes alimentaires au cours des dernières décennies. Mais arriver à cet objectif n'est pas aussi compliqué qu'il y paraît.

L'arrêt de l'économie conduit à la famine

Du fait de l'arrêt d'une grande partie de l'économie mondiale depuis mars 2020, de nombreuses personnes sont confinées à leur domicile ou dans leur communauté et ne peuvent pas travailler. Les usines ont cessé leur production, les projets de construction ont été interrompus, les restaurants et les transports ont été fermés, tout comme les bureaux. Dans de nombreux pays, les travailleurs migrants et les étudiants ont immédiatement essayé de rentrer chez eux, là où ils ont de la famille qui peut les aider, mais beaucoup ont été bloqués faute de moyens de transport ou en raison de la fermeture des frontières.

Ces mesures semblent avoir été mises en œuvre sans avoir bien réfléchi au fonctionnement réel des systèmes alimentaires. Les agriculteurs ont généralement été en mesure (pas toujours) de continuer à travailler dans leurs exploitations, mais ils manquent de main-d'œuvre – précisément au moment de la récolte ou de la mise bas des animaux dans de nombreuses régions du monde – et de moyens pour transporter les produits et le bétail de la ferme vers les coopératives, les points de ramassage, les abattoirs, les commerçants ou les marchés. Les fermetures d'écoles, des bureaux et des restaurants ont étouffé le système et conduit à un énorme gaspillage. En conséquence, du lait est déversé, des animaux sont euthanasiés et des cultures sont enfouies dans le sol. De la même manière, les pêcheurs qui vont à la pêche la nuit dans des pays comme l'Ouganda ont été bloqués à terre du fait des couvre-feux [6].

Dans les villes, ces fermetures ont été accompagnées de violences, d'abus et de corruption incompréhensibles. En Afrique de l'Est, comme dans certaines régions d'Asie, les vendeurs de rue surpris en train de continuer leur vente ont été réprimés avec des coups de fouet ou des balles en caoutchouc [7]. Des émeutes ont éclaté dans les communautés urbaines et périurbaines lorsque la pénurie d'aide alimentaire est arrivée [8]. Au Liban, une personne a même été tuée dans ces émeutes [9]. Et en Eswatini, anciennement le Swaziland, le gouvernement a simplement décidé de ne pas approvisionner les villes en alimentation, mais de se concentrer uniquement sur les zones rurales [10].

Dans le même temps, les entreprises alimentaires ont obtenu des exemptions de confinement qui ont considérablement aggravé la crise sanitaire, sans nécessairement continuer à nourrir les gens. Certains des pires foyers épidémiques de Covid-19 dans le monde sont apparus dans des usines de transformation de viande appartenant à des sociétés multinationales au Brésil, au Canada, en Espagne, en Allemagne et aux États-Unis. Bien que ces usines produisent principalement de la viande destinée à l'exportation, elles ont été considérées comme un « service essentiel » et autorisées à fonctionner à pleine capacité, ce qui a amené à exposer sciemment leurs travailleurs et les communautés environnantes à un grave risque d'infection [11]. Aux États-Unis, au 6 mai 2020, 12 000 travailleurs des usines transformation de viande étaient tombés malades et 48 étaient décédés [12]. Les usines de transformation de fruits de mer sont également des points sensibles, comme au Ghana, où une épidémie dans une conserverie de thon appartenant à Thai Union est responsable de 11 % des cas de Covid-19 dans tout le pays [13]. Les travailleurs des supermarchés et les employés des plateformes de commerce électronique ont également été confrontés à l'énorme difficulté de préserver leur sécurité tout en restant en activité dans le but d'assurer les soi-disant « services essentiels » épargnés par les mesures de confinement. Les plantations de palmiers à huile sont pour la plupart restées opérationnelles – pour permettre la production des savons particulièrement indispensables pour lutter contre la pandémie, selon leurs propriétaires – mais certaines ont enfreint les arrêtés locaux ou n'ont pas fourni les protections nécessaires aux travailleurs [14].

Le remède risque de devenir pire que la maladie. Les personnes qui n'ont ni travail ni salaire depuis l'apparition de la pandémie – la plupart du secteur informel, mais aussi des travailleurs du secteur formel – sont désormais confrontées à la réalité croissante de la faim. Le PAM estime que le risque le plus élevé à l'heure actuelle se situe dans une dizaine de pays, la plupart d'entre eux plongés dans des conflits armés, comme la Somalie ou le Soudan du Sud. Mais la pénurie d'accès aux aliments causée par les fermetures des entreprises en raison du Covid-19 et la récession mondiale qui, nous dit-on, durera des mois, menace désormais de nombreux autres pays. En Inde, 50 % des populations rurales mangent moins du fait du confinement [15]. Dans le monde, le nombre de personnes souffrant de faim aiguë pourrait doubler, passant de 135 millions aujourd'hui à 265 millions d'ici la fin de l'année, selon le PAM [16].

Les plus durement touchés en ressentent déjà les terribles effets. Selon des informations parues dans la presse, l'expression « Je préférerais mourir du coronavirus plutôt que de faim » est couramment entendue en Haïti, en Angola, au Liban, en République démocratique du Congo, à Mayotte, en Inde et en Amérique latine [17]. En Belgique, la formule est « Nous, on doit choisir : mourir de faim ou crever du coronavirus. [18] » En Afrique de l'Ouest, elle est : « La faim nous tuera avant le coronavirus. »

Ce qui est clair, c'est que si cette propagation de la famine atteint l'ampleur d'une crise mondiale, ce ne sera pas à cause d'un déficit de production ni même les achats excessifs. L'offre est abondante. C'est le système de distribution qui a montré son incapacité à nous

nourrir en toute sécurité – en particulier sa partie extrêmement concentrée et mondialisée qui est incapable de répondre à la crise.

Réponses créatives des communautés

L'une des premières mesures que de nombreuses autorités ont prises pour arrêter la propagation du coronavirus a été de fermer les restaurants, les cafés, les étals de nourriture et les marchés de produits frais. En réponse, les communautés ont imaginé de nombreuses autres façons de faire parvenir l'alimentation là où elle est nécessaire, souvent en utilisant les réseaux sociaux. Des groupes se sont constitués sur Facebook et Whatsapp pour identifier collectivement où se trouvent les stocks alimentaires ou pour se procurer collectivement des produits auprès des agriculteurs. Des restaurants et des cantines se servent de leurs moyens pour obtenir et reconditionner des aliments fournis en vrac comme la farine ou les céréales, les réemballer et les vendre en petites quantités. La « reconversion » est devenue le mot du jour et des communautés se réunissent ou se constituent pour trouver et acheminer la nourriture par des moyens créatifs.

Les agriculteurs ont également mis au point des moyens innovants de vendre et d'acheminer leurs produits. En Europe, ils ont commencé des ventes à domicile, des livraisons aux hôpitaux et des ventes en ligne, en plus de travailler directement avec les consommateurs dans le cadre de projets communautaires de type AMAP et de marchés de producteurs [19]. En Asie, les agriculteurs se connectent aux réseaux sociaux ou aux outils de commerce électronique pour organiser des marchés alternatifs [20]. Par exemple, dans le Karnataka, en Inde, des agriculteurs ont commencé à utiliser Twitter pour publier des vidéos de leurs produits et communiquer avec les acheteurs. D'autres ressuscitent les systèmes traditionnels de troc, pour pallier leur manque d'argent et faire correspondre l'offre et la demande [21]. En Indonésie, un syndicat de pêcheurs d'Indramayu, dans l'ouest de Java, a lancé une initiative de troc avec des groupes d'agriculteurs locaux dans le cadre d'une action collective appelée la « grange des pêcheurs ». Les restaurants et les marchés étant fermés, les pêcheurs n'ont plus d'acheteurs. Ils échangent donc du poisson contre du riz et des légumes avec les agriculteurs. Cela assure l'alimentation et la sécurité des moyens de subsistance des différentes communautés [22].

En Amérique latine, les communautés rurales sont les moins touchées par le virus. Beaucoup d'entre elles s'organisent pour donner de la nourriture aux pauvres des villes. À Cauca, en Colombie, les populations autochtones Nasa – qui se considèrent comme des survivants de longue date des virus, des guerres et des incursions de l'agro-industrie – ont collectivement organisé une « marche alimentaire » et apporté des produits de leur récolte dans les quartiers pauvres des villes, défiant le confinement [23]. Au Brésil, sans aucun soutien de l'État, le Mouvement des sans-terre a fait don de 600 tonnes d'aliments sains aux hôpitaux, aux sans-abri et à d'autres communautés vulnérables dans 24 États

du pays [24]. Ses membres transforment également des cafés de ville en soupes populaires et des établissements d'enseignement en hôpitaux de fortune, où des personnels paramédicaux viennent fournir leurs services [25].



Distribution solidaire de nourriture par le MST au Brésil

Au Zimbabwe, le confinement a paralysé le transport des produits agricoles depuis les grandes exploitations agricoles dans tout le pays. Les petits agriculteurs, qui ne bénéficient que d'un soutien limité, s'efforcent de pallier la pénurie et trouvent de nouveaux moyens d'acheminer les légumes et les autres produits vers les marchés. Les organisateurs du mouvement paysan estiment que ce changement de la trame du système alimentaire montre que les 1,5 million de petits producteurs du pays sont capables de nourrir la nation [26].

Les autorités locales, les particuliers et les entreprises ont également fait leur part du travail. Au Vietnam, des distributeurs publics appelés « guichets automatiques de riz » ont été inventés pour permettre aux familles d'accéder gratuitement à une ration quotidienne de riz sans contact physique ni achats excessifs [27]. En Inde, l'État du Kerala a lancé une campagne appelée « Subhiksha Keralam » visant à atteindre l'autosuffisance en production alimentaire grâce à des subventions, des infrastructures et d'autres mécanismes de soutien [28]. En Thaïlande, des boutiques de vente de légumes mobiles ont été réactivées pendant la quarantaine avec le soutien des autorités locales de Bangkok. Le marché de gros de la ville fournit aux petits producteurs et commerçants des centaines de camions pour leur permettre de passer faire des livraisons à

domicile [29]. Et dans de nombreuses régions d'Afrique, les services de livraison par motos adaptent leurs pratiques pour permettre la fourniture de vivres aux personnes qui en ont besoin [30].

Que ce soit par la solidarité, l'entraide, le bénévolat ou les coopératives, qu'elle soit formelle ou informelle, cette montée en puissance des efforts communautaires pour acheminer la nourriture là où elle est nécessaire est cruciale et doit recevoir des moyens de toute urgence. Si les initiatives locales ne sont pas « la » solution, elles vont certainement dans la bonne direction.

Passer à des systèmes alimentaires communautaires

Pour éviter la catastrophe contre laquelle l'OIT et le PAM nous mettent en garde, nous appelons à trois types de mesures.

Immédiates :

Fournir des moyens aux initiatives communautaires : Il est urgent que nous reconnaissons et soutenions massivement les efforts communautaires qui visent à fournir de la nourriture à ceux qui en ont besoin. Des fonds, des outils et d'autres ressources doivent être alloués à ces efforts. Cela peut se traduire par un financement ou du matériel pour les groupes de quartier ou les communautés autochtones qui ont besoin d'équipements de protection individuelle, de salles ou d'espaces pour l'organisation et les transports des banques alimentaires. Cela peut vouloir dire des ressources afin que les pouvoirs publics régionaux et locaux puissent travailler avec les organisations communautaires, les coopératives et les agriculteurs. Et cela devrait signifier un soutien émanant des autorités locales elles-mêmes, que ce soit par des mesures politiques ou des infrastructures. Beaucoup le font déjà, mais cela doit être étendu, massivement et rapidement. Si la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et d'autres donateurs aident les gouvernements à faire face aux besoins de financement liés à la crise sanitaire, la majeure partie de ces fonds va aux grandes entreprises. Il serait préférable d'allouer davantage aux autorités locales afin qu'elles puissent soutenir les efforts de la communauté.

À plus long terme :

Améliorer les conditions pour les agriculteurs et les travailleurs : Nous devons améliorer la situation des travailleurs du système alimentaire, depuis la production ou l'approvisionnement jusqu'à la vente au détail, la livraison et la restauration. Cela peut se traduire par différentes choses, par exemple : des salaires plus élevés ou un revenu de base universel permettant de rémunérer beaucoup mieux les travailleurs à faible revenu ou de toucher les personnes travaillant en dehors de l'économie salariale ; leur donner une voix au chapitre pour redéfinir le travail et renégocier les processus de travail, comme le demandent de nombreux syndicats ; des droits complets aux soins de santé, aux primes de risque, à des conditions de travail sûres et à la garde des enfants ; et, peut-être plus important encore, un meilleur statut dans la société. Les agriculteurs

doivent également être soutenus par des systèmes sûrs pour acheminer les produits vers les marchés et des prix équitables qui assurent leur subsistance. Parallèlement, les travailleurs agricoles doivent recevoir des salaires décents et bénéficier de conditions de travail saines. La crise du Covid-19 a montré à quel point le travail agricole, le transport, la distribution et la livraison des aliments sont importants pour notre bien-être. Les personnes qui travaillent dans le système sont autant en première ligne que le personnel de santé. Ils méritent une meilleure place, un meilleur salaire et une répartition plus équitable des avantages sociaux – et il est maintenant temps de procéder à ce changement structurel.

Reconstruire les systèmes alimentaires publics : Nous devons réinventer et renforcer des marchés publics contrôlés par la communauté dans le secteur alimentaire, depuis le niveau local. Et nous devons relier ces marchés aux produits des petits agriculteurs et des pêcheurs. Le confinement imposé par le coronavirus nous a montré, de manière assez frappante, que nous ne pouvons pas nous appuyer sur le commerce mondial comme stratégie et que le contrôle exercé par le secteur privé sur des segments clés de notre approvisionnement alimentaire rend notre survie précaire. Nous devons mettre fin aux fonds publics alloués aux grandes sociétés alimentaires ou agro-industrielles, sauf lorsqu'ils visent à soutenir les travailleurs. Nous devons également lutter contre la concentration dans l'industrie alimentaire par des mesures telles que la législation antitrust ou anti-fermes industrielles, et par un soutien direct aux petites structures de pêcheries, d'abattoirs, de laiteries et de marchés de gros. Nous savons que d'autres pandémies vont arriver. Nous avons maintenant l'occasion d'aller de l'avant et de donner une orientation publique à nos systèmes alimentaires, un peu comme dans le secteur de la santé, où nous avons la recherche médicale publique, les hôpitaux publics et des médicaments génériques qui échappent à l'emprise des lois sur les brevets qui servent la cupidité des grandes sociétés. La nourriture n'est pas simplement un bien public ; c'est un bien social qui doit être garanti, protégé et fourni à tous comme les soins de santé.

Si une chose positive ressort de cette crise, c'est peut-être l'opportunité de reconquérir et de réaffirmer des systèmes publics dans nos pays, après des décennies de privatisation et de pouvoir envahissant des entreprises. Ces systèmes doivent soutenir et s'appuyer sur les solutions que les communautés locales fournissent déjà. La nourriture, comme la santé, représente un point de départ primordial.

[1] Les travailleurs domestiques sous contrat et les agriculteurs ou les vendeurs qui ont des entreprises enregistrées n'entrent pas dans le cadre de la définition de l'économie informelle.

[2] ILO, « Women and men in the informal economy : A statistical picture » (« Femmes et hommes dans l'économie informelle : un panorama statistique »), 2018, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_626831.pdf, page 21.

[3] BIT, « OIT : Alors que les pertes d'emploi s'intensifient, près de la moitié de la main-d'œuvre mondiale risque de perdre ses moyens de subsistance », 29 avril 2020, https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_743112/lang--fr/index.htm

[4] ILO, « Women and men in the informal economy : A statistical picture » (« Femmes et hommes dans l'économie informelle : un panorama statistique »), 2018, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_626831.pdf, page 21.

[5] Nestlé, « Results of the 153rd Annual General Meeting of Nestlé S.A. held on April 23, 2020 » (« Résultats de la 153^e assemblée générale annuelle de Nestlé SA tenue le 23 avril 2020 »), <https://www.nestle.com/sites/default/files/2020-04/annual-general-meeting-2020-summary-minutes-en.pdf> En 2018, le PAM a collecté 7,2 milliards de dollars, voir : <https://fr.wfp.org/vue-ensemble>

[6] International Panel of Experts on Sustainable Food Systems (Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables), « Covid-19 and the crisis in food systems », avril 2020, <http://www.ipes-food.org/pages/covid19>

[7] Alex Esagala et al, « "Canes, tears in Kampala over coronavirus », Daily Monitor, 26 mars 2020, <https://www.monitor.co.ug/News/National/Photos-that-will-compel-you-cancel-your-journey-Kampala/688334-5505362-g3u0ib/index.html> et Boitumelo Metsing, « Food parcel protest turns ugly as cops fire rubber bullets at hungry residents », The Star, 29 avril 2020, <https://www.iol.co.za/the-star/sport/food-parcel-protest-turns-ugly-as-cops-fire-rubber-bullets-at-hungry-residents-47325962>

[8] Tom Odula et Idi Ali Juma, « Stampede in Kenya as slum residents surge for food aid », Associated Press, 10 avril 2020 <https://komonews.com/news/nation-world/stampede-in-kenya-as-slum-residents-surge-for-food-aid>

[9] Jean Shaoul, « Protester killed in Lebanon during riots against soaring food prices », World Socialist Website, 29 avril 2020, <https://www.wsws.org/en/articles/2020/04/29/leba-a29.html>

[10] « Swaziland govt. confirms it will not feed the starving in towns and cities during coronavirus lockdown », Swazi Media Commentary, 29 avril 2020, <https://allafrica.com/stories/202004290702.html>

[11] United Food and Commercial Workers International Union, « UFCW calls on USDA and White House to protect meatpacking workers and America's food supply », 30 avril 2020, <http://www.ufcw.org/2020/04/30/covidpacking/>. Bien que les conditionneurs de viande européens connaissent également des flambées épidémiques, ces dernières n'ont pas été aussi marquées et généralisées qu'aux États-Unis où la concentration des entreprises est plus élevée, explique l'IPES (op. cit.).

[12] Leah Douglas, « Mapping Covid-19 in meat and food processing plants », Food and Environment Reporting Network, 22 avril 2020, <https://thefern.org/2020/04/mapping-covid-19-in-meat-and-food-processing-plants/>

[13] Rachel Sapin et Drew Cherry, « Thai Union plant is source of coronavirus outbreak that sickened over 500, officials say », IntraFish, 12 mai 2020, <https://www.intrafish.com/processing/thai-union-plant-is-source-of-coronavirus-outbreak-that-sickened-over-500-officials-say/2-1-807547>

[14] ARD, Green Advocates, JUSTICITIZ, MALOA, NMJD, RADD, Synaparcam et YVE, « We demand justice and safety for workers on Socfin's rubber/oil palm plantations during the Covid-19 pandemic », Lettre ouverte à Socfin, 29 avril 2020, <https://farmlandgrab.org/29602>

[15] « Coronavirus impact | Half of rural India is eating less due to Covid-19 lockdown : Survey », Monetcontrol, 13 mai 2020, <https://www.moneycontrol.com/news/india/covid-19-impact-half-of-rural-population-eating-less-amid-coronavirus-crisis-5259491.html>

[16] Paul Anthem, « Risk of hunger pandemic as Covid-19 set to almost double acute hunger by end of 2020 », PAM, 16 avril 2020, <https://insight.wfp.org/covid-19-will-almost-double-people-in-acute-hunger-by-end-of-2020-59df0c4a8072>

[17] Bello, « Choosing between livelihoods and lives in Latin America », The Economist, 2 mai 2020, <https://www.economist.com/the-americas/2020/05/02/choosing-between-livelihoods-and-lives-in-latin-america> ; « Lebanon : A New Surge in the Popular Struggle », International Socialist League, 4 mai 2020, <http://lis-isl.org/en/2020/05/04/libano-un-nuevo-salto-en-la-rebelion-popular/> ; La Rédaction, « Ici, on a plus peur de mourir de faim que du coronavirus ! », Charlie Hebdo, 6 avril 2020, <https://charliehebdo.fr/2020/04/courrier/courrier-des-lecteurs-mayotte-on-a-plus-peur-de-mourir-de-faim-que-du-coronavirus/> ; AFP, « Dans l'Inde confinée, les pauvres luttent pour survivre », 9 avril 2020, <https://www.journaldemontreal.com/2020/04/09/dans-linde-confinee-les-pauvres-luttent-pour-survivre> ; AFP, « Haïti : mourir de faim aujourd'hui ou du coronavirus demain », 3 mai 2020, <https://www.la-croix.com/Monde/Haiti-mourir-faim-aujourd-hui-coronavirus-demain-2020-05-03-1301092306> ; AFP, « "Mieux vaut mourir de cette maladie que mourir de faim" : les Angolais bravent le verrouillage du virus », 6 avril 2020, <https://www.fr24news.com/fr/a/2020/04/mieux-vaut-mourir-de-cette-maladie-que-mourir-de-faim-les-angolais-bravent-le-verrouillage-du-virus.html>.

[18] Annick Ovine, « 'Nous, on doit choisir : mourir de faim ou crever du coronavirus' », La Libre, 16 mars 2020, <https://www.lalibre.be/belgique/societe/nous-on-doit-choisir-mourir-de-faim-ou-crever-du-coronavirus-5e6f91fc9978e201d8bcf20c>

[19] Coopération européenne Via Campesina, « ECVC survey on the impact of Covid-19 on peasant farming », avril 2020, <https://www.eurovia.org/wp-content/uploads/2020/04/ECVC-SURVEY-ON-THE-IMPACT-OF-Covid-19-ON-PEASANT->

[20] Zhenzhong Si, « Commentary : How China ensured no one went hungry during coronavirus lockdown », Channel News Asia, 19 avril 2020, <https://www.channelnewsasia.com/news/commentary/coronavirus-covid-19-china-grocery-food-security-price-delivery-12640426>

[21] Shahroz Afridi, « Madhya Pradesh : Left without cash, lockdown forces villagers to adopt barter system », Free Press Journal, 22 avril 2020, <https://www.freepressjournal.in/bhopal/madhya-pradesh-left-without-cash-lockdown-forces-villagers-to-adopt-barter-system>

[22] Pandangan Jogja, « Barter Ikan Nelayan dengan Beras Petani, Cara Nelayan Bertahan di Tengah Pandemi », Kumparan, 11 Mei 2020, <https://kumparan.com/pandangan-jogja/barter-ikan-nelayan-dengan-beras-petani-cara-nelayan-bertahan-di-tengah-pandemi-1tOVhGXPMQr>

[23] Rita Valencia, « Los nasa de Colombia dicen : Porque no seremos los mismos, hay que liberar », Ojarasca, 9 mai 2020, <https://ojarasca.jornada.com.mx/2020/05/09/nasa-de-colombia-porque-no-seremos-los-mismos-hay-que-liberar-1000.html>

[24] MST, « Produzir alimentos saudáveis e plantar árvores : a Reforma Agrária Popular no combate ao Coronavírus », 29 de março de 2020, <https://mst.org.br/2020/03/29/produzir-alimentos-saudaveis-e-plantar-arvores-a-reforma-agraria-popular-no-combate-ao-coronavirus/>

[25] Rebecca Tarlau, « Activist farmers in Brazil feed the hungry and aid the sick as president downplays coronavirus crisis », The Conversation, 5 mai 2020, <https://theconversation.com/activist-farmers-in-brazil-feed-the-hungry-and-aid-the-sick-as-president-downplays-coronavirus-crisis-136914>

[26] Ignatius Banda, « Covid-19 : Zimbabwe's smallholder farmers step into the food supply gap », IPS, 12 mai 2020, <http://www.ipsnews.net/2020/05/covid-19-zimbabwes-smallholder-farmers-step-food-supply-gap/>

[27] « Vietnam entrepreneur sets up free 'rice ATM' to feed the poor amid coronavirus lockdown », 16 avril 2020, <https://youtu.be/IWLuIO1DGAA>

[28] Samuel Philip Matthew, « Covid-19 in Kerala : Staying ahead of the curve », Newsclick, 9 mai 2020, <https://www.newsclick.in/Covid-19-Kerala-Highest-Recovery-Rate-Pandemic>

[29] Juarawee Kittisilpa, « Thai grocery trucks get new life from coronavirus shutdown », Reuters, 14 avril 2020, <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-thailand-grocery-t/thai-grocery-trucks-get-new-life-from-coronavirus-shutdown-idUSKCN21W004?il=0>

[30] AFP, « African e-commerce firms get coronavirus boost », 15 mai 2020,
<https://news.yahoo.com/african-e-commerce-firms-coronavirus-boost-033743948.html>

GRAIN